

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Conseil d'administration

Séance du 12 novembre 2024

Extrait du Procès-verbal

Délibération n°93-2024 AVENANT N°2 A L'AOT DU 14 OCTOBRE 2011

Le 12 novembre 2024, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du SDIS à Périgny, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

Date de la convocation : le 17 octobre 2024

Etaient présents :

Membres ayant voix délibérative :

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BARRAUD, BAUDON, BESSON, BLANC, BOTTON, CABRI, CAMPODARVE, DE ROFFIGNAC, DUGUE, GRENON, LABARRIERE, MARCHAIS, PONS, SOULISSE.

Nombre de conseillers en	exercice :	22
	quorum :	12
	présents :	16

Membres de droit :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture, Mme le payeur départemental

Membres ayant voix consultative :

Madame et Messieurs : le contrôleur général MARCAILLOU, le capitaine DUMILLARD, PINAUD.

Assistaient également :

Madame et Messieurs : CHEDOUTEAUD, le colonel LEPAGE, la secrétaire générale du Conseil départemental, les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement.

Etaient excusés :

Monsieur le Préfet

Mesdames et Messieurs : DESPREZ, GUILLEN, GRAU, LIGONNIERE, MARCILLY, NASSIVET, PAPINEAU, PROU, PROTEAU, RAFFARIN, SUEUR, VILLAUTREIX, le médecin-colonel AUDFRAY, le sergent-chef PRIOUR, le sergent-chef FERRY, le lieutenant LARGE, le capitaine FAIVRE, l'adjudant-chef RUCHAUD, le sergent-chef BENOIST

AVENANT N°2 A L'AOT DU 14 OCTOBRE 2011

Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2 du Conseil d'administration du SDIS du 24 juin 2011 et l'AOT du domaine public constitutive de droits réels du 14 novembre 2021,

Vu la délibération n°40-2017 du Conseil d'administration du 31 mars 2017 et l'avenant n°1 à l'AOT du domaine public constitutive de droits réels du 14 novembre 2021,

Vu les délibérations n°16-2021, 127-2021, 33-2022, 111-2022, 23-2023 et 34-2024 des Conseils d'administration des 5 mars 2021, 3 décembre 2021, 17 mars 2022, 15 novembre 2022, 14 mars 2023 et 14 mars 2024 portant création puis modifications de l'APCP n°292021 « Optimisation et rationalisation de l'espace foncier du CFIS »

Vu le projet d'avenant n°2 à l'AOT du domaine public constitutive de droits réels du 14 octobre 2011,

Vu le rapport du Président du Conseil d'administration,

Le Centre de formation d'incendie et de secours (CFIS) du SDIS 17 est installé depuis 2013 sur la base aérienne 721 de Saint-Agnant.

Cette occupation fait l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) signée le 14 octobre 2011 pour une durée de 15 ans entre le ministère de la Défense et le SDIS aux conditions suivantes :

- autorisation à occuper le terrain nécessaire à l'extension à titre précaire et révocable ;
- possibilité de résiliation totale ou partielle de l'autorisation d'occupation du domaine public avant le terme fixé, pour un motif d'intérêt général, par le ministère de la Défense, avec versement au SDIS d'une indemnisation en réparation du préjudice direct, matériel et certain né de l'éviction anticipée ;
- transfert de plein droit et à titre gratuit de la propriété des ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier à l'Etat à l'expiration de l'AOT, pour quelque cause que ce soit.

En 2017, la délibération n°40-2017 a autorisé la signature d'un premier avenant à cette AOT afin de permettre un premier agrandissement du CFIS.

Pour mémoire, il s'agissait alors de :

- l'agrandissement sur une surface de 2400 m² portant la surface totale de l'emprise à 12 650 m² ;
- l'acquisition de deux nouveaux outils pédagogiques que sont le caisson instable et le caisson de progression couramment dénommé « simulateur 2 » ;
- l'installation d'une salle de cours supplémentaire ;
- la construction d'un hangar sur l'extension permettant de réaliser les formations en cas de mauvais temps ;
- une aire de manœuvre de 1 800 m².

En 2021, une délibération créait l'autorisation de programme (APCP) n°292021 « Optimisation et rationalisation de l'espace foncier du CFIS ».

Cet APCP a fait l'objet de plusieurs révisions afin de prendre en compte les impacts du contexte national et international qui avait lourdement perturbé l'ensemble des projets bâtimentaires du SDIS. La dernière révision est datée du 14 mars 2024.

Ce deuxième projet pluriannuel prévoit, entre autres :

1. le remplacement des deux caissons de formation incendie ;
2. la création de zones de rangement adaptées (caissons maritimes) ;
3. la modification de l'espace administratif permettant l'accueil de formateurs permanents ;
4. la création d'un pôle logistique adapté et opérationnel permettant l'installation de machines de lavage-séchage des équipements de protection individuelle (EPI) ;
5. la création d'une salle de cours en remplacement de celle transformée.

A ce jour, les points 1, 2 et 3 ont été réalisés avec l'accord de la base aérienne sans nécessité de modifier l'AOT.

Les deux derniers points sont en cours de réalisation et nécessitent la rédaction d'un nouvel avenant à l'AOT afin de modifier le nombre de bâtiments et équipements édifiés ainsi que l'affectation des locaux existants.

Cet avenant intégrera :

- les nouveaux équipements suivants :
 - une salle de cours modulaire d'une surface de 52,20 m² ;
 - un bureau de type modulaire d'une surface de 16,90 m² (pôle logistique) ;
 - un atelier type modulaire d'une surface de 34,89 m² (pôle logistique).
- les transformations d'équipements suivants :
 - une salle de cours de 55,70 m² transformée en magasin logistique ;
 - la rénovation de l'atelier actuel et l'intégration au nouveau pôle logistique.

Cet avenant ne modifie pas l'échéance de l'autorisation d'occupation temporaire principale, fixée au 13 octobre 2026, ni ses autres dispositions. Les démarches permettant d'assurer l'écriture d'une nouvelle AOT débuteront en 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- d'approuver l'avenant n°2 à l'AOT du domaine public constitutive de droits réels du 14 octobre 2011 et d'autoriser le Président à le signer.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

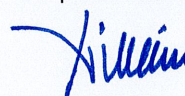
Le Président du Conseil d'administration

Certifié, publié et exécutoire

le 12 NOV. 2024

C12112024 DEL 93

Stéphane VILLAIN



Pour le Président du conseil d'administration
et par délégation
le Directeur départemental

Contrôleur général Didier Marcaillou